



RUSH Réseau architecture et urbanisme pour le bien-être et la santé mentale en Afrique NEWSLETTER

Josiane Tantchou, Hassan Yakubu, Marc-Eric Gruénais, Emmaüs Djuami Tchami, Edwige Blinani Tchablitene, Steven Melchior Fomba

► To cite this version:

Josiane Tantchou, Hassan Yakubu, Marc-Eric Gruénais, Emmaüs Djuami Tchami, Edwige Blinani Tchablitene, et al.. RUSH Réseau architecture et urbanisme pour le bien-être et la santé mentale en Afrique NEWSLETTER. 2022. hal-03926214

HAL Id: hal-03926214

<https://hal.science/hal-03926214>

Submitted on 6 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

NEWSLETTER

Automne — Hiver 2022



© J. Tantchou, Ghana, Jamestown, juillet 2022.

RUSH a été initié en décembre 2021, grâce à un soutien de l’Agence Universitaire de la Francophonie dans le cadre de ses programmes d’Intensification de la Francophonie Scientifique (IntenSciF).

La ville semble un enjeu politique, économique et environnemental. Il est attendu que plus de la moitié de la population habite en zone urbaine d’ici trois décennies. Or, plusieurs travaux qui établissent un lien entre les risques sanitaires, le bien-être, la santé mentale et l’aménagement des villes (1-6). À titre d’exemple, Chombart de Lauwe (4) écrivait il y a plus de 50 ans que les villes attiraient les hommes qui cherchaient une libération, cependant, les soumettaient à des pressions et contraintes qui les décourageaient et les laissaient dans une certaine inquiétude. Il ajoutait que « *des ségrégations sociales, de nombreux cas relevant de la psychiatrie infantile ou adulte, des phénomènes de délinquance, paraissent bien liées à certains facteurs du milieu urbain. Il en est de même de diverses maladies physiques qui touchent plus particulièrement les personnes habitant certaines zones* » (Chombart de Lauwe, 1965 : 11). Allant dans le même sens, G. Simmel considérerait la ville comme un creuset d’une transformation de nos expériences sensibles et de nos mentalités (7), une fabrique de névrosés et d’antisociaux (5), d’individualités morcelées, de « *dividus* » (8). Les exigences de la personnalité humaine, les processus sociaux, les structures sociales et les modes de vie sont négligés par l’architecture et l’urbanisme (4, 9-13), dominés par des normes, des enjeux touristiques, budgétaires,

sécuritaires et environnementaux. Les projets urbains tout comme l’architecture de l’habitat semblent fondés sur des principes figés, statiques, fermés, à l’opposé des rythmes propres à la vie (6, 14-17), avec pour conséquence, des espaces coupés de l’expérience quotidienne de leurs occupants (13, 18). Pourtant, idéalement, une ville devrait exprimer les structures sociales et les traits culturels propres à une société, offrir des parcours délectables, être habitable¹ (6, 17, 19). Les transformations qu’on lui impose devraient faciliter cette expression de manière inclusive (4, 13, 18).

Pourtant, les environnements urbains contemporains donnent à voir des formes « d’institutions spatiales du mépris ». Ils renvoient, au travers de stratégies subtiles de découpage de l’espace, des messages d’indésirabilité, de non-reconnaissance (18), des doutes quant à ce que doit être la société (6). Ils mettent à mal notre investissement corporel dans l’espace concret (17). La mauvaise santé mentale — ou le mal-être en ville — pourrait, dans la grammaire de la santé mentale (32), être considérée, comme un opérateur de sens dévoilant l’inadéquation de nos cadres de vie à la personne humaine.

Dans cette littérature qui établit un lien entre santé mentale/bien-être et ville, très peu de travaux portent sur l’Afrique (20). Alors même que de nombreuses études relèvent la spécificité des rapports sociaux, l’accroissement des inégalités sociales liées à la pauvreté urbaine, le poids des « ingénieries bureaucratiques, politiques et sociales dans la fabrique de formes l’exclusion » (21). Ces violences, l’anxiété relative à l’insécurité, le sentiment de persécution généralisée qui s’y développe (6, 21-25), se manifestent par des crises d’hystérie (22) ou par « l’insécurité spirituelle » (26).

Dans ce contexte, intervenir en priorité sur l’offre de soins (27) ne sera pas durable. Il faudrait intervenir en amont, dans la ville. En effet, si elle a un potentiel pathogène, elle peut sans doute être aménagée pour permettre l’épanouissement de la vie et de la personne dans toutes ses dimensions (10). En d’autres termes, elle peut être aménagée pour favoriser le bien-être, qui est noué à la santé mentale (28).

L’ambition de RUSH est alors de trouver par la recherche et l’interprétation d’alternatives existantes au Sud comme au Nord, des stratégies pour accroître le bien-être dans les villes africaines. Dans cette perspective, RUSH a l’ambition de mener des projets de recherche à l’échelle des sociétés africaines, de répondre à des demandes d’études. Le réseau interviendra dans la formation des architectes, urbanistes et gestionnaires urbains en Afrique (charrettes, de séjours d’immersion en agence d’architecture, start-up et entreprises, des universités thématiques grâce à une mise en réseau des écoles et départements d’architecture à l’échelle du continent). RUSH mènera des actions de médiation (conférences grand public, newsletters, expositions, ...) et de valorisation des travaux et productions d’architectes africains à l’échelle globale.

Nous reviendrons avec plus de détails sur ces projets dans les prochains numéros de la lettre d’information. Cette première livraison présente et inaugure ses premières rubriques qui sont à présent ouvertes aux contributions en français et en anglais.

Josiane Tantchou
Anthropologue, CNRS
Animatrice du RUSH

Students’ corner

Hassan Yakubu, University Mohammed 6, Polytechnic, Morocco.

Architecture, planning and a Pandemic: Teaching, learning, back-to-basics.

The devastation caused by the COVID19 pandemic has been manifest through the loss of many dear ones, economic slowdown across countries and general disruptions in our lives over the last two years. Beyond these impacts, within the architecture and planning academy, it has brought back in my opinion memories of our origins. Especially for the planning profession, early forays

into the establishment of planning as a modern discipline of the state began with concerns of hygiene and health.

In Europe, as variously narrated: English planning for instance in the 19th century (Public Health Act, 1875; Planning Act, 1909) emerged from preoccupation with sanitary conditions. On the African continent, modernist planning was instituted by colonization as a way to separate indigenous quarters from colonial settlers. Evident in most cities today are remnants of this past; Accra, Dakar and Douala attest to this.

On teaching and Learning during a pandemic

As architects and planning educators, the experience has been a learning one for us and students alike. The studio-based nature of our courses demands largely face-to-face interactions were jaw-jaw, interactions and model making enrich the teaching and learning experience.

The challenge with the pandemic therefore was to leverage digital tools to recreate this dynamic. Conventional tools like Teams or Zoom were not fully sufficient. In my case, at the school of architecture of UM6P, we used Teams for class sessions, but students had to work on boards by hand and develop hand-made models. This demanded extra-work but, in the end, it was an exercise in resilience, adaptation and innovation.



© Josiane Tantchou, Kyoto, 2018.

On planning for a continent – back to basics

The pandemic has brought into focus the principal denominator of any functioning city – human beings. It might seem far off now, but I still have flashes of looking down the empty streets from my apartment window, with no sight of anyone except maybe stray dogs and cats; vehicles parked and occasional ambulance sirens. Although deserted, this image always gets me thinking in a back-to-basics fashion of what a city really entails – places for people to stay and the ability to move about freely, to carry out their daily means of survival.

When either of these essential activities is disrupted, the city suffers. I believe therefore that moving forward, our practice of planning a functioning city should be undergirded by a two-way principle: give inhabitants decent places to lay their heads and fluidify as conveniently, and efficiently as possible their movements. Unfortunately, on our African continent, most of the major cities suffer challenges of diverse forms relating to these main city services.

This brief write-up is to launch a student’s column in our Newsletter. It will serve as a mouthpiece for students from the schools of architecture, planning and design to write on architecture, planning, urbanism and what-nots. We hope students will benefit from sharing their experiences of architecture, of the city and of creating the built environment of today, and of tomorrow.

HY

¹ Dans le sens d’entretenir un rapport direct concret avec le monde concret de la nature et des humains (Choay, 2006 : 117).

Focus sur un projet

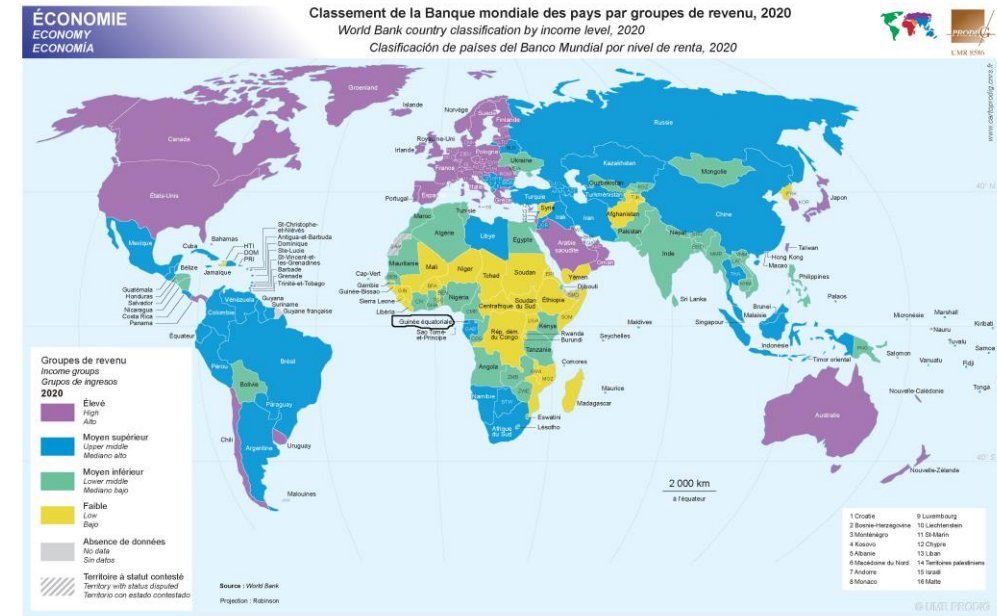
Marc-Éric Gruénais, anthropologue, Université de Bordeaux.

En Guinée Équatoriale, une ville créée pour 200 000 habitants, il y a dix ans par le président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo.

Le projet aurait été interrompu faute de fonds. Cinquante villas de 660 mètres carrés chacune, comprenant quatre chambres, deux salons, un bureau, des logements pour le personnel et une salle à manger. Des boulevards sans voitures, des appartements sans occupants, des centres commerciaux sans magasins, des centres commerciaux sans clients et des cinémas sans films. « La table est dressée en permanence pour dix personnes dans la salle à manger, au cas où les chefs d’État de l’Union africaine souhaiteraient organiser un dîner. Ce qui n’arrive jamais ». La ville doit compter aujourd’hui 2000 habitants, 400 travaillant au Grand Hotel Dhibloho, soit un établissement de 452 chambres et plus de 50 villas. 15 à 20 chambres sont occupées chaque jour en général, et l’hôtel tourne en permanence, la perte étant couverte par le gouvernement. Une suite présidentielle dans laquelle le président n’a jamais dormi est nettoyée tous les jours. « On est au milieu de la forêt, si nous n’entretenons pas l’hôtel, la forêt y entrera », déclare le directeur général. La ville abrite aussi une université (Université afro-américaine d’Afrique Centrale), construite pour 5000 étudiants. Elle est présentée comme une des rares institutions qui fonctionne à La Paz, peut-on lire dans l’hebdomadaire Courrier international².

Informations pays

Chef de l’État et chef du gouvernement : T. Obiang Nguema Mbasogo (depuis 1982).
Superficie : 28 051 km² —**Capitale** : Malabo —**Population** : 1,2 M en 2018. (Banque mondiale) —**Densité** : 46,67 hab./km².
Croissance démographique : 3,7 % en 2018 (Banque mondiale).
Espérance de vie : 58 ans en 2018 (Banque mondiale).
Taux d’alphabétisation : 95,7 % (PNUD).
Indice de développement humain : 0,592 – 144^e sur 189 en 2018 (PNUD).
Indice de fragilité de l’État : 99,2 – 112,4.



Pourquoi le projet d’une nouvelle ville initié par un président en Afrique serait-il scandaleux ? *Courrier international*, dans son numéro 1628 (13-19 janvier 2022), reproduisait un article de M.M. Philips du 2 janvier 2022 publié initialement dans le *Wall Street Journal*, intitulé « Guinée équatoriale. Le Xanadu du Président » (en référence à la ville, capitale de l’empire Mongol, au XIII^e siècle, érigée dans la steppe). L’article dénonce « la réalité surréaliste de Ciudad de La Paz, une capitale créée de toutes pièces il y a dix ans par le président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo », « dans un espace dégagé au milieu de la jungle », avec ses villas de luxe, ses infrastructures grandioses, projet interrompu faute de fonds. « *C’est une ville stupéfiante qui n’a aucun sens* », déclare un Européen qui travaille sur place », peut-on lire dans l’article.

Qu’est-ce qui choque dans ce projet ? Que l’on ne se méprenne pas sur mon propos : il ne s’agit évidemment pas pour moi de défendre de quelque manière que ce soit un dictateur poursuivi par la justice internationale pour des « biens mal acquis », et un régime (familial) corrompu dont les violations des droits humains sont légions. Je voudrais ici m’intéresser au projet en soi, et le mettre en perspective avec d’autres projets présidentiels, républicains, royaux, et qui ne semblent pas susciter une polémique de même nature. Qu’un président, un prince, un roi, un émir, un empereur veuille marquer physiquement son règne par des projets architecturaux et/ou urbanistiques monumentaux n’a rien d’inattendu. Pourquoi le projet de M. Nguema ne pourrait-il pas être considéré avec les mêmes lunettes critiques que tout autre projet présidentiel ?

À Paris, l’Arc de triomphe de la place de l’Étoile, qui ne sert à rien, construit par un empereur, Napoléon, qui n’est pas connu pour être un grand démocrate, est devenu l’emblème de la République française comme l’a encore illustré en décembre 2018 l’émoi suscité par « sa prise » par les Gilets jaunes. Aujourd’hui, les polémiques architecturales à propos de la Pyramide du Louvre voulue par F. Mitterrand sont passées, et ce monument contribue très largement à la mise en valeur (notamment touristique) du Musée du Louvre, ancienne demeure des rois de France.

La basilique de Yamoussoukro (évoquée dans l’article), édifée à l’initiative du président Houphouët Boigny à l’image de la basilique Saint Pierre de Rome, très largement critiquée au moment de sa construction, n’est-elle pas susceptible de devenir un « monument » et dès lors acceptée en tant que symbole du « Père de la nation ivoirienne » ? Serait-ce alors l’association d’un projet au nom d’un dirigeant politique qui heurte, et témoignerait de la mégalomanie du « prince » ? Mais que dire alors par exemple de l’association explicite d’un monument à un homme, ainsi du principal centre d’art moderne de la ville de Paris connu sous le nom de « Centre Pompidou », ou encore le musée du Quai Branly désormais officiellement dénommé Musée Jacques Chirac ? On me rétorquera que le Centre Pompidou, le Musée Jacques Chirac, ou encore la Pyramide du Louvre voulue par F. Mitterrand « servent » à mettre en valeur un patrimoine culturel.



Source : M. M. Phillips, Courrier international N° 1628 du 13 au 19 janvier 2022

Le contenant, qui contribue à cette mise en valeur d’un patrimoine, deviendrait-il alors légitime *ipso facto* ? La basilique de Yamoussoukro, inaugurée en son temps par le pape Jean-Paul II, ne sert-elle pas le catholicisme national et international ? Mais L’Arc de triomphe de Napoléon ne sert à rien, ne contient rien ou presque. L’utilité d’un monument, ne suffit donc pas à légitimer nationalement l’initiative du dirigeant qui l’a fait construire.

La différence entre l’initiative du président équato-guinéen et celles de Napoléon, de Pompidou, Mitterrand, Chirac et Houphouët Boigny tiendrait-elle au fait que les secondes ressortissent à un projet de monument, finalement facilement « patrimonialisable » à terme, alors que la première est un projet de ville ? La forme du projet (monument vs ville) ferait-elle la différence ? Je rappellerai que la construction de la basilique de Yamoussoukro est indissolublement liée au projet de transformer cette petite ville du président Houphouët en capitale de la Côte d’Ivoire. Brasilia, devenue capitale de l’État fédéral du Brésil à l’initiative du président Kubitschek, ou encore Dubaï, ou Abuja ne sont-elles pas des villes nées ex nihilo, ou presque ? Créer une nouvelle ville à partir de rien ne devrait pas alors constituer le point principal de la critique à moins de remettre en cause, ce qui est toujours possible, la légitimité des capitales de la Côte d’Ivoire, du Brésil ou du Nigéria.

Est-ce alors le coût de l’entretien de « villas de luxe vides » comme le précise l’article ? Mais dans tous les pays du monde, et en particulier dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire, on trouvera des résidences princières, royales, présidentielles quasiment vides (hormis les personnels dédiés à leur entretien), et qui doivent être prêtes en permanence au cas où le dirigeant et sa cour s’y rendraient. L’argument de résidences fastueuses qui n’accueillent personne (ou presque) et qui coûtent cher à l’État peut donc s’appliquer à nombre de pays. La mesure du décalage entre le coût d’un projet de chef d’État et la pauvreté des habitants de son pays ne pourrait-elle pas être évaluée grâce à la mise au point d’un indicateur (coût du projet/indicateur de développement humain) ?

Finalement, la critique porte souvent moins sur le projet en soi, que sur celui qui en est à l’initiative, peu respectueux des droits humains, et qui puise largement dans les caisses de l’État pour lui et sa famille. L’argument de la corruption est avancé, au-delà du projet, pour toutes les dépenses du régime incriminé. L’article précise aussi que cette ville est dotée d’un centre de procréation médicalement assistée « dirigé par un médecin espagnol », il rapporte les critiques d’un « Européen qui travaille sur place », et évoque un grand hôtel « construit par des Italiens », dont la gestion est confiée à une « société londonienne ». Pourquoi ces acteurs du projet ne seraient-ils pas aussi mis en cause, à l’instar du Président et de sa famille, en tant que bénéficiaires de « biens mal acquis » ? On relèvera au passage le silence de l’article sur la ponction d’un tel projet sur l’écosystème de la forêt équatoriale et sur l’utilisation de matériaux recyclables dans les constructions de cette cité. Mais sans doute attend-on que la forêt dévore les ruines ? Au bout du compte, ce projet de ville nouvelle vient sans doute interpeler un imaginaire occidental qui fait planer le spectre de la cité de Kurz dans *Au cœur des ténèbres*, magnifiquement illustré par F.F. Coppola dans son film *Apocalypse now* ?

MEG

² Article original dans le Wall Street Journal, par Michael M. Phillips, 02 Janvier 2022. https://www.wsj.com/articles/want-to-get-away-from-it-all-try-this-luxury-ghost-town-in-africa-11641140955?mod=Searchresults_pos1&%3Bpage=1

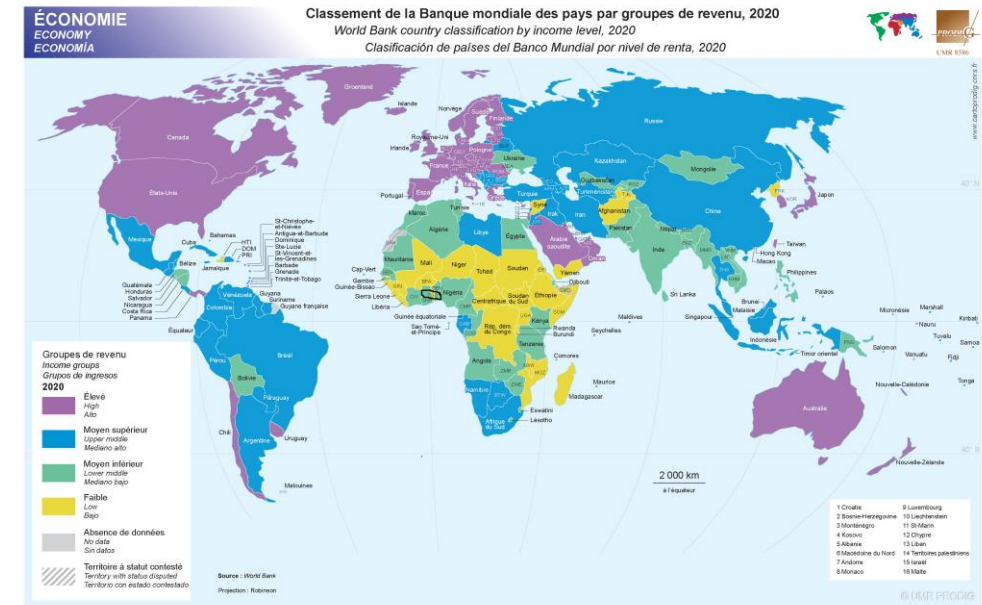
Focus sur une ville : Lomé, TOGO

Emmaüs Djuami Tchami, Edwige Blinani Tchablitieni, Steven Melchior Fomba, MA, EAMAU.

« Il y a des trésors cachés à Lomé, des merveilles que l’on regarde tous les jours, et que l’on ne voit pas, qu’on laisse se dégrader sans y prêter attention et que nul n’a encore songé à mettre en valeur. Il s’agit d’un patrimoine d’architecture populaire d’une qualité exceptionnelle, que l’on ne sait plus apprécier, et qui en meurt, car les choses, comme les êtres, dépérissent de n’être plus aimées », écrivait Yves Marguerat en 1991, au sujet de l’architecture populaire ancienne à Lomé. À cette époque, Y. Marguerat n’avait pas tort, encore moins aujourd’hui. Il a su constater et nous révéler l’intérêt que commençaient à susciter les constructions publiques anciennes, héritage de l’époque allemande. En effet, ces constructions constituent un patrimoine à la fois symbolique, historique et mémorial. Marquant une époque, témoins de l’histoire, ce sont des emblèmes pour le Togo. Le Palais de Lomé, la Maison Wood, le Château Viale de Kpalimé et la Cathédrale Sacré-Cœur de Lomé constituent une portion de cet héritage colonial, qui par leur existence raconte partiellement l’histoire du Togo. Étant à la base des bâtiments administratifs, des maisons d’habitations ou autres, certaines parmi ces constructions ont parfois changé de fonctionnalité au cours des années, tandis que d’autres ont su préserver leur essence.

Informations pays

Chef de l’État et chef du gouvernement : Faure Gnassingbé. **Superficie** : 56 785 km² — **Capitale** : Lomé — **Population** : 8,6 M en 2020 — **Densité** : 133 hab/km². **Croissance démographique** : 2,69 % — **Espérance de vie** : 65 ans. **Taux d’alphabétisation** : 94 % en 2011 — **Indice de développement humain** : 0,515 – 167^e sur 189 en 2019 (PNUD).



Le Palais de Lomé

Biodiversité est le terme qui nous vient à l’esprit, lorsque nous évoquons Le palais de Lomé, ou Palais des gouverneurs. Construit en 1905 pour les gouverneurs du Togoland allemand, puis occupé par les gouverneurs français, il n’est pas qu’une bâtisse, mais un héritage colonial exceptionnel, dont le poumon architectural est entouré de faune et de flore locales. Laissé à l’abandon entre le début des années 90 et la fin de la première décennie des années 2000, le Palais de Lomé a ensuite été réhabilité par les équipes des agences Segond-Guyon Architectes et Archipat.



Façade principale du Palais, vue de droite

Ces équipes sont parvenues à conserver l’authenticité de ce bâtiment et à participer au rayonnement de son identité, de celles des cultures ouest et des diasporas africaines, à travers sa fonction actuelle de vitrine de la création artistique, culturelle togolaise et ouest-africaine.

L’éclat frappant de ce chef-d’œuvre architectural provient de l’harmonie du blanc (rappelant le pouvoir royal, celui de l’administration coloniale et postcoloniale) et du marron (qui peut être associé à la terre, la culture africaine), l’ensemble couplé d’une composition de formes et de motifs avec une tour centrale qui accentue encore sa propriété royale. Il se résume pour nous en un monument contemporain, posé sur un socle africain et dont la transparence irradie la richesse de la culture locale.

La Maison Wood

Encore appelée la « maison des esclaves », ou « Woold homé » en mina, elle est située à proximité de la côte Atlantique. La maison a été construite au début du 19^e siècle dans la localité d’Agbodrafo. Elle appartenait à un commerçant et négrier écossais, John Henry Wood. Cette maison avait pour but d’opérer un commerce d’esclaves, en dépit de l’abolition de la traite atlantique par l’Angleterre en 1807.

C’est un témoignage vivant de l’histoire de traite négrière sur les côtes togolaises. Des travaux de conservation y ont été menés à deux reprises qui n’ont pas suffi à atténuer son aspect délabré et vieilli. Sa forme et son ambiance intérieure évoquent une cage d’élevage d’animaux ! D’un style afro-brésilien, l’architecture intérieure et, en particulier, le sous-sol reflète et caractérise la vie des esclaves, en permanence entassés, dans le noir. En atteste la trappe d’accès d’une hauteur de 1,50 m, et des ouvertures à peine assez larges pour laisser passer des souris en fuite. Une architecture carcérale destinée à accueillir des vivants considérés comme des animaux ; une configuration et un dimensionnement qui obligeaient les esclaves à se tenir assis, accroupis, couchés, se déplacer à quatre pattes, comme des animaux.

La Maison Wood est aujourd’hui un lieu de mémoire accessible aux visiteurs. Dans cette cave symbolique et historique, nous nous sommes un tant soit peu imprégnés et appropriés cette histoire triste, douloureuse et révoltante de nos ancêtres, contée en classe d’histoire-géographie.



Source : <https://togo-tourisme.fr/la-maison-des-esclaves-au-togo/>

Vue de face de la maison des esclaves

Le château Viale

Vestige de l’époque coloniale, construit en 1940 sur le mont Kloto au nord de Kpalimé, il fut une demeure présidentielle puis laissé à l’abandon, pour devenir aujourd’hui un site touristique. Perchée à 700 m d’altitude, il offre une vue panoramique sur la ville. Ce qui fait la particularité et l’originalité de son architecture, c’est bien l’utilisation de la pierre comme matériau principal, qui classe le bâtiment au rang de fortification ou d’architecture lourde. Des travaux de préservation sont nécessaires pour rendre son revêtement extérieur résistant au climat et à l’humidité, tout en conservant son identité d’origine. En rentrant dans le bâtiment, nous avons été saisis par la température intérieure, froide. L’évocation du Château Viale reste encore pour nous associée à cette expérience sensorielle.



Vue de face du château

La Cathédrale Sacré-Cœur de Lomé

Chef-d’œuvre du frère Johannes, construite de 1901 à 1902, puis rénoverée en 1996 sous la direction de l’architecte allemand Stephan Frank et en 2017, après un incendie dans la sacristie, la Cathédrale Sacré-Cœur de Lomé, représente l’église mère de l’archidiocèse de Lomé. L’édifice rappelle l’architecture gothique européenne par ses motifs et les arcades qui composent sa façade.

Cet héritage religieux de la colonisation allemande est aujourd’hui, noyé dans la foule, les échoppes, et immeubles du grand marché Assigamé, ce qui rend son accès difficile. Néanmoins, ses deux tours pyramidales et ses couleurs ne laissent pas ce monument inaperçu.



Le Palais de Lomé, la Maison Wood, le Château Viale de Kpalimé, la Cathédrale Sacré-Cœur de Lomé, etc., ces édifices qui constituent des trésors pour le Togo gagneraient à être davantage valorisés, connus et rendus accessible au grand public. E. Djuami Tchami, E. Blinani Tchablitene, S. Melchior. Fomba, EAMAU.

Opinion

Hassan Mahamat Eleck, MA, EAMAU

La connectivité de l’Afrique, entre défis et réalités

Concept « Smart Africa » : Face aux tendances croissantes à l’urbanisation, il est nécessaire de développer des moyens plus intelligents et plus durables pour gérer les complexités urbaines, réduire les dépenses urbaines, accroître l’efficacité énergétique et améliorer la qualité de vie des citoyens. À cet égard, le concept de « villes intelligentes » est mobilisé dans le cadre des discussions sur l’utilisation des technologies modernes pour la vie urbaine quotidienne. Dans les villes intelligentes, les technologies de l’information et de la communication (TIC) sont assimilées dans la gestion des éléments urbains. L’objectif, est surtout d’édifier des villes résilientes où il faudra minimiser les coûts de fonctionnement, notamment pour ce qui est de l’approvisionnement en énergie tout en les inscrivant dans la durabilité en limitant les effets induits par le changement climatique. Ainsi, il faut avouer que ce sont les villes modernes et connectées qui permettent de mettre en œuvre des infrastructures communicantes et durables pour améliorer le confort des populations tout en étant plus efficaces et en respectant l’environnement.

En Afrique, on parle de « **Smart Africa** »³, concept né de l’intégration des TIC dans le système de gestion urbaine, pour soutenir l’agenda de développement socioéconomique du continent africain. À cet effet, derrière l’appellation « **Smart Africa** », il s’agit d’offrir l’accès à l’internet haut débit de façon rapide et fiable. Il témoigne également de la volonté de renforcer la responsabilité, l’efficacité et la transparence dans les modes de gouvernance. Dans une optique d’autonomisation économique des villes, il s’agit enfin de faciliter la compétitivité et l’insertion dans l’économie mondiale.

Technologies numériques pour une urbanisation durable : 600 millions d’Africains seront des citoyens en 2025⁴. Ce boom démographique sera à l’origine de près de 80 % des émissions de CO2. Si on assiste à un développement des villes nouvelles pour faciliter la décongestion des grands centres urbains, celui-ci est lent. En ce sens, les « villes intelligentes » peuvent constituer une solution parmi d’autres pour gérer l’approvisionnement en énergie, tout en économisant les coûts de fonctionnement et en réduisant les effets sur l’environnement.

Technologies numériques pour l’essor de l’économie du futur

Le 21e siècle est considéré comme une période de développement économique durable pour l’Afrique. Globalement, les villes intelligentes doivent pouvoir optimiser les solutions technologiques afin d’accroître la qualité de vie. La multiplication des start-up révèle la place centrale de la technologie en tant que facteur d’innovation dans lesdites villes.

Si l’offre des start-up est diversifiée, elle reste structurée autour d’applications mobiles facilitant la vie quotidienne, dans un contexte où pour une proportion de plus en plus importante d’adultes africains, la carte SIM fait office de carte bancaire. Globalement cette multiplication des start-up touche en particulier le secteur de l’éducation, la santé, la mobilité urbaine.

L’Afrique de l’Est est sans conteste la région la plus dynamique, avec Nairobi, capitale du Kenya élue « la ville la plus intelligente » pendant deux années consécutives par l’ICF (Intelligent Community Forum). On notera aussi que c’est grâce aux start-up que les villes du Cap (Afrique du Sud) et Harare (Zimbabwe) parviennent à accroître la gamme de leurs innovations en matière d’applications. Appelées désormais cités de connectivité, elles abritent respectivement les start-up SweepSouth pour la réservation de services d’aide-ménagère et Esaja.com plateforme fournissant un réseau commercial.

En Afrique de l’Ouest, le Ghana à travers la start-up Esoko a permis à l’Afrique occidentale de rentrer dans ce mouvement d’innovations pour des « villes intelligentes ». Esoko est une plateforme mobile qui met en relation de petits exploitants agricoles avec des marchés sur l’ensemble du continent africain.

Technologies numériques et services publics

Le maillage du continent en réseau permet d’accueillir des projets dédiés aux TIC dans le domaine des transports, de l’éducation, de la santé et des services électroniques de gouvernance, ainsi que d’autres services publics, comme la justice ou la sécurité.

Le transport : dans l’optique d’adopter un système de gestion des transports intelligents, des initiatives ont vu le jour comme l’utilisation de la téléphonie mobile pour le paiement des frais de parking. La mobilité et les transports publics sont en partie régis par le numérique. Avec l’application GOZEM, Lomé est devenue une des villes utilisant le service de téléphonie mobile pour assurer la mobilité des citoyens.



Source : Gozem Lomé — Bing images

L’éducation : le déploiement des TIC dans l’éducation est aujourd’hui au cœur des réflexions en Afrique. Elles ont le pouvoir de compléter, d’enrichir et de transformer positivement l’éducation. Afin d’atténuer l’impact des perturbations de l’enseignement et la fermeture des écoles, les TIC ont été l’axe de convergence des villes africaines⁵. Des solutions d’apprentissage efficaces ont permis aux enseignants et décideurs politiques de poursuivre la mise en œuvre leur plan national d’éducation, grâce aux ressources numériques et technologiques.

La santé et les outils numériques vont de pair pour les villes africaines. Ainsi, les politiques des villes connectées s’orientent vers la gestion efficace du système sanitaire à travers des logiciels qui assurent une gestion efficace des personnels, des équipements, des médicaments, etc. C’est le cas de Nairobi à travers le logiciel Zidi.

L’économie : l’idée est de créer un espace qui favorisera le développement des sociétés et fournisseurs spécialisés dans différents domaines. Par cette approche, il s’agit d’offrir des conditions propices à l’intégration dans l’économie planétaire de segments d’activités susceptibles de générer de l’emploi et des bénéfices importants à partir de ressources humaines et de connaissances, dans les pays dépourvus de ressources naturelles ou de matières premières.

HME

³ Concept adopté à Kigali (Rwanda) lors du sommet *Transform Africa*, octobre 2013.

⁴ D’après les prévisions d’ONU-Habitat.

⁵ Initiatives encouragées par l’UNESCO, qui a développé plusieurs outils proposant de bonnes pratiques, des idées innovantes et des recommandations pour guider l’apprentissage à distance.

Focus sur un livre

Philippe Rahm, Histoire naturelle de l’architecture. Comment le climat, les épidémies et l’énergie ont façonné la ville et les bâtiments, Éditions du Pavillon de l’Arsenal, 2021, 321 p.

Josiane Tantchou, CNRS

Le livre et l’exposition associée sont issus d’une thèse de doctorat (Aménagement et architecture) soutenue en décembre 2019 à l’université Paris-Saclay. L’ambition de l’auteur est de proposer une « nouvelle analyse des grandes périodes stylistiques de l’histoire de l’architecture pour en comprendre les raisons, en deçà de l’esthétique, du culturel et du politique » (p9). L’auteur s’inscrit dans une démarche de lecture du passé, initiée par Jared Diamond, qui place les facteurs écologiques en amont des facteurs humains dans sa réflexion. En d’autres termes, Philippe Rahm voudrait montrer comment les facteurs environnementaux et énergétiques ont donné forme aux bâtiments et aux villes. Il définit l’architecture comme « l’art de recréer en n’importe quel point du globe un climat parfaitement adapté à la physiologie humaine des gorges d’Olduvai, celui des origines subsahariennes d’Homo Sapiens » (p.26). « L’architecture répondrait donc à la nécessité de recréer artificiellement, sur une terre au climat hostile, le printemps éternel de l’Eden » (p.27).

L’approche choisie est diachronique. Partant de la préhistoire, l’auteur illustre comment face à la nécessité de maintenir une température corporelle à 37° environ, les hommes s’habillent, élèvent des toits et des murs pour se protéger du froid ou de la chaleur du soleil. Il relève que « l’habillement et l’architecture ont des fonctions similaires : protéger du froid, du soleil, de la pluie et du vent ». Ils vont se différencier surtout par leur mise en œuvre, l’échelle et la réponse, individuelle ou collective, qu’ils apportent (p.22). Notre condition d’homéotherme, explique aussi la tradition de manger épicé ou la consommation de menthe sous différentes formes (car l’alimentation peut favoriser les processus de thermorégulation), la migration saisonnière pour aller vers les régions chaudes quand il fait froid ou le contraire. Le concept de « maison de campagne » serait hérité de ce principe de migration saisonnière.

L’Antiquité voit apparaître des sociétés agricoles et la ville, en tant que lieu de stockage, de protection et de gestion des réserves alimentaires. Le début de nos civilisations sédentaires, souligne l’auteur serait donc lié à la présence d’espèces animales dociles et domesticables facilement, de céréales, le blé amidonnier en particulier, dont les grains ne se détachant pas de l’épi peuvent être récoltés avant qu’ils ne s’envolent (p32), mais aussi à la recherche de l’ivresse. Dans cette section, à partir de la ville approchée comme grenier fortifié, l’auteur déroule, comme il l’indique d’ailleurs les liens entre alimentation, climat, énergie, architecture et développement urbain.

Mais, le blé attirant les pilleurs, les récoltes seront mises à l’abri sur des falaises, des éperons rocheux, ou des vallées reculées qui formeront de petits villages (Rocamadour, Roussillon, etc.), et dans les abbayes. Ces derniers doivent alors se fortifier, car la religion n’est plus une protection contre les pilleurs. Parallèlement les paysans, mettent en place ce que l’auteur appelle les « stratégies laïques » de défense de leurs stocks : c’est ainsi que s’inventent les châteaux forts. La même la nécessité de protéger les vivres contre les pillages va aboutir à l’émergence de la société féodale. Le bourg médiéval fortifié autour d’un château fort serait ainsi un grenier collectif fortifié (p.49), que l’on retrouve au Maroc (Agadir/Igoudar), en Tunisie (Ksar ou Ksour/Ihgrem).

Au Moyen-âge, l’alimentation et l’énergie suscitent différentes formes architecturales, toujours à l’image des habitants de l’époque : petites, faibles fragiles. La forme de cette architecture, incarne écrit P. Rahm, les deux premiers principes vitruviens, la solidité et la commodité, laissant de côté celui de la beauté. La ville médiévale brille entre le 11e et le 13e siècle. Il attribue l’émergence de l’art roman à l’apaisement de la faim d’une part et à l’augmentation de l’énergie et de la masse musculaire des êtres humains et des animaux de trait d’autre part. Les deux facteurs vont engendrer une modification des formes ; les constructions deviennent plus grandes, plus hautes et plus massives. Mais le bourg médiéval s’avère fragile face aux variations climatiques, aux guerres et aux épidémies qui le ravagent et vont provoquer une baisse importante de la population.

Après la peste noire, la Renaissance hérite des espaces créés au Moyen-âge. Rupture importante : à la différence du bourg médiéval, bâti sans plan sur un promontoire géographique naturel et dont les remparts suivent les formes accidentées, écrit l’auteur, les villes de la Renaissance sont conçues et dessinées avant d’être construites, en plan, au té et à l’équerre, sur une feuille de papier (p.52). Le mot architecte apparaît en France à la fin du 15^e. La Renaissance et le Grand Siècle sont caractérisés par des styles élaborés à partir d’une recherche de chaleur dans les régions froides ou de fraîcheur dans les régions chaude (p.12). Outre la maison de campagne vers laquelle on peut se déplacer en fonction des saisons, la décoration d’intérieur, participe de cette régulation thermique. « Rideaux, tentures et portes, qui définissent en outre l’intimité, sont avant tout les formes “primitives” de l’étanchéité à l’air »... tout comme « les capitonnages et dossiers des fauteuils », qui constituaient des sortes de niches textiles isolant des courants d’air.

Ainsi pouvait-on distinguer les meubles d’hiver, fermés et enveloppants, aux coussins remplis de plumes ou de laine et les meubles d’été, aux tissus plus légers, parfois réduits à leur structure porteuse en bois ou en métal, avec grilles ou potelets laissant passer l’air pour qu’il dissipe la chaleur du corps. Qu’ils relèvent aujourd’hui uniquement du libre choix individuel des goûts et des couleurs, ces éléments ont eu, de la préhistoire à la fin du XIXe siècle, un sens pratique et fonctionnel, améliorant



le confort des « maisons-passoires thermiques » de ces temps-là (p.110). Les arts décoratifs disparaissent avec l’invention du chauffage central et du radiateur en 1877. Puis, la découverte des énergies fossiles et leur utilisation rend inutiles les tapis et tapisseries, lustres, miroirs, qui avaient pour mission d’accroître le confort thermique.

« Le chauffage central, l’éclairage électrique et plus tard, l’air conditionné permettent à Le Corbusier ou Ludwig Mies van der Rohe d’élaborer un nouveau programme stylistique, en supprimant les éléments décoratifs anciens au profit d’un minimalisme blanc, dépourvu d’ornements » (112-113). Le succès de l’architecture moderniste serait donc lié à la perte de valeur d’usage de la décoration d’intérieur.

Au XIXe et au début du XXe, la lutte contre les épidémies et les maladies chroniques va modifier l’architecture des villes. L’air en mouvement devient un enjeu important. Il faut ventiler la ville ; cela passe par l’élargissement des rues pour laisser passer le vent et y planter les arbres. Certaines villes se développent en fonction des vents dominants. Les riches s’installent du côté où arrive le vent avant qu’il ne traverse la ville, et les pauvres doivent se contenter de l’autre côté-là où le vent arrive vicié et s’évacue. C’est entre autres la raison pour laquelle les beaux quartiers de Paris sont à l’Ouest. Le succès du plan architectural dépendra de sa capacité à faire circuler l’air, dans un but thérapeutique (133). Les dômes, « incarnation de l’architecture publique et monumentale néoclassique », sont de la sorte utilisés pour servir d’aspirateurs à miasmes dans les hôpitaux au départ, avant d’être généralisés aux autres bâtiments publics de grande envergure. Le principe consistant à créer une grande hauteur capable d’aspirer l’air vicié et chaud d’un édifice pour l’extraire en toiture (135). L’auteur note : « il peut sembler exagéré de penser que les dômes typiques des grands bâtiments publics et monumentaux du paysage français du XIXe siècle, comme celui du Panthéon à Paris — conçu en tant qu’église, avec un orifice au centre du dôme pour évacuer l’air chaud et vicié — aient eu pour raison d’être une fin thérapeutique, plutôt qu’un rôle symbolique et culturel, comme l’affirmeront les postmodernes à la fin du XXe siècle. C’est pourtant à dessein médical que ces dômes sont conçus, et ainsi que les présentent Soufflot et d’autres architectes de la fin du XVIIIe et du XIXe siècle » (136). L’arrivée de l’électricité signe la disparition de ce type de dispositif architectural.

Dans l’après-Seconde Guerre mondiale, les antibiotiques et le pétrole permettent d’envisager la ville et l’architecture sous un angle esthétique, affranchies des contraintes environnementales. Au début du XXIe, le réchauffement climatique et le retour d’épisodes épidémiques vont réintroduire le climat et la santé au cœur de l’architecture des villes (p13), tout comme la décoration d’intérieur. Philippe Rahm écrit que « le divorce entre architecture et décoration d’intérieur prononcé au début de la modernité laisse place à une réconciliation inattendue entre les deux domaines, alors que nous assistons à un retour des fondamentaux de l’architecture pour lutter contre le froid, le soleil, le vent l’humidité » (120).

L’ouvrage est passionnant ; sa structure impose des redites qui ne nuisent pas à la qualité du développement. Les illustrations sont d’excellentes qualités. On notera la grande absence de l’Afrique (francophone ou anglophone), même si l’auteur reconnaît que l’étude est géographiquement restreinte, pour des raisons linguistiques : « l’accès à une documentation essentiellement en français et en anglais a considérablement limité le champ géographique de l’ouvrage » (p.12). La même histoire racontée depuis l’Italie, la Grèce, la Grande-Bretagne ou la France serait sans aucun doute différente. Philippe Rahm initie une démarche qu’il faudrait suivre à partir de sites spécifiques sur d’autres continents, en prenant en compte la contribution des mouvements militants, en particulier écologiques. C’est un ouvrage qui apporte une contribution originale à l’histoire de l’architecture et de l’aménagement urbain que nous recommandons aux étudiants et enseignants. Il est certainement à avoir en bibliothèque.

JT

Actualités

Pritzker Architecture Prize 2022, décerné à **Diébédo Francis Kéré** : « Francis Kéré’s entire body of work shows us the power of materiality rooted in place. His buildings, for and with communities, are directly of those communities – in their making, their materials, their programs and their unique characters. They are tied to the ground on which they sit and to the people who sit within them. They have presence without pretense and an impact shaped by grace ». <https://www.pritzkerprize.com/laureates/diebedo-francis-kere>

Dans les revues et les librairies

Bouzekri S., Madani, S. et C., Aubry, 2021, Les agriparcs urbains d’Alger : une modalité durable d’agriculture urbaine ?, *Bulletin de la Société Géographique de Liège — BSGLG*, 119-142 <https://popups.uliege.be/0770-7576/index.php?id=6521>.

Bouafel K. et S., Madani, 2021, Paysage urbain et dimension sensible. le cas de la vieille ville de Béjaia, Algérie, *Bulletin de la Société Géographique de Liège — BSGLG*, 45-67 <https://popups.uliege.be/0770-7576/>

Brand, A., 2023, *Touching Architecture. Affective Atmospheres and Embodied Encounters*, London, Routledge, 1st Edition. <https://www.routledge.com/Touching-Architecture-Affective-Atmospheres-and-Embodied-Encounters/Brand/p/book/9781032049007>

Capeille, J-F., et L., Yufeng, L., 2020, *Bien vivre la ville. Vers un urbanisme favorable à la santé*, Paris, Archibooks + Sautereau Éditeur. **Disponible pour compte-rendu.**

Colins, J., 2020, *The Architecture and Landscape of Health, A Historical Perspective on Therapeutic Places 1790-1940*, London, Routledge. <https://www.routledge.com/The-Architecture-and-Landscape-of-Health-A-Historical-Perspective-on-Therapeutic/Collins/p/book/9781032237640>

Fabrizio Ceschin and İdil Gaziulusoy, 2020, Design for Sustainability: A Multi-Level Framework from Products to Socio-Technical Systems, Routledge. <https://www.routledge.com/Design-for-Sustainability-A-Multi-level-Framework-from-Products-to-Socio-technical/Ceschin-Gaziulusoy/p/book/9781032089959>. **Open Access.**

Federico De Matteis, 2022, Affective Spaces. Architecture and the Living Body, London, Routledge. <https://www.routledge.com/Affective-Spaces-Architecture-and-the-Living-Body/Matteis/p/book/9780367541118>

Ghennai A., Madani, S. et C., Hein, 2022, Evaluating the sustainability of scenarios for port city development with Boussole21 method, *Environ Syst Decis*, <https://doi.org/10.1007/s10669-022-09869-9>.

Harris, H., Salama, A., Gonzalez Lara, A. (Eds.) 2023, The Routledge Companion to Architectural Pedagogies of the Global South. <https://www.routledge.com/The-Routledge-Companion-to-Architectural-Pedagogies-of-the-Global-South/Harriss-Salama-Lara/p/book/9780367893705>

Korkaz, H., et S., Madani, 2021, Informal settlements’ urban recognition process: A case study of the Essadikia Quarter in Laghouat, Algeria, *A|Z ITU Journal of the Faculty of Architecture* 18 (3), 505–520. DOI: [10.5505/ituja.2021.01112](https://doi.org/10.5505/ituja.2021.01112)

Samuel, F., 2023, *Housing for Hope and Wellbeing*, London, Routledge. <https://www.routledge.com/Housing-for-Hope-and-Wellbeing/Samuel/p/book/9780367469030>

Tantchou, J., F. Louveau, et ME., Gruénais, 2022, *Bien-être au Nord et au Sud : explorations*, Louvain-la-Neuve, Academia. **Disponible pour compte-rendu.**

Thèses

Bouzekri Sara, *Modalités d’intégration de l’agriculture urbaine dans le milieu urbain algérois*, Université F A Sétif 1 Sétif 07 février 2022, sous la direction du Pr Said Madani.

Bouaifel Kahina, *Pour une approche sensible des paysages urbains : cas de la vieille ville de Béjaia*, Université F A Sétif 1 Sétif, 18 juillet 2022, sous la direction du Pr Said Madani.

Sehili Farida, *Construction de la vulnérabilité d’un territoire urbain : la ville de Dellys face aux séismes*, Université F A Sétif 1 Sétif, 22 octobre 2022, sous la direction du Pr Said Madani.

Online/ en ligne

- World Architecture Day 2022, a webinar on Architecture for Well-being (theme of the year), organized by the International Union of Architects available online: <https://www.uia-architectes.org/en/world-architecture-day/architecture-for-well-being/>

Workshops and conferences/Séminaires et conférences

- 28 novembre au 02 décembre 2022, l’École Africaine des Métiers de l’Architecture et de l’Urbanisme (EAMAU), à Lomé (Togo) a accueilli le premier workshop du RUSH sous le thème « **Les bidonvilles qui soignent** ». Compte-rendu dans la prochaine lettre d’information.
- Copenhagen, UNESCO-UIA World Capital of Architecture for 2023. As WCA for 2023, Copenhagen will host a series of events on the theme “**Sustainable Futures – Leave No One Behind.**” The city will also host the UIA World Congress of Architects. For more information: <https://uia2023cph.org/>

Contact: josiane-carine.tantchou@cnrs.fr

Bibliographie. 1. Alain de Botton. L’Architecture du bonheur. Paris : Librairie Générale Française ; 2009. 2. Labbé M. Philosophie de l’architecture. Formes, fonctions et significations. Paris : Vrin ; 2017. 3. Hall E, Hall M. The Fourth Dimension in Architecture: The Impact of Building on Behavior Santa Fe: Sunstone Press; 1975. 4. Chombart de Lauwe P-H. Des hommes et des villes. Paris : Payot ; 1965. 5. Mitscherlich A. Psychanalyse et urbanisme. Réponse aux planificateurs. Paris : Gallimard ; 1970. 6. Ragon M. Histoire de l’architecture et de l’urbanisme modernes. 1986. 7. Simmel G. Les grandes villes et la vie de l’esprit. Suivi de sociologie des sens. Paris : Petite biblio Payot ; 1989. 8. Anders G. L’obsolescence de l’homme. Paris : Editions de l’encyclopédie des nuisances ; 2002. 9. Brachmann C, Le Guennec N. Violences urbaines. Ascension et chute des classes moyennes à travers cinquante ans de politique de la ville. Paris : Hachette Littératures ; 1996. 10. Mumford L. La cité à travers l’histoire. Paris : Agone ; 2011. 11. Mumford L. Art et technique. Six conférences inédites. Paris, Villasavary : La Lenteur & La Roue ; 2015. 12. Pétonnet C. Ces gens-là. Paris : CNRS Editions ; 1968. 13. Franco La Cecla. Contre l’architecture. Paris : arléa ; 2011. 187 p. 14. Hall E. La danse de la vie. Le temps culturel, le temps vécu. 1984. 282 p. 15. Hall E. Le langage silencieux. Paris : Editions du Seuil ; 1984a. 16. Hall ET. Au-delà de la culture. 1979. 234 p. 17. Choay F. Pour une anthropologie de l’espace. Paris : Editions du Seuil ; 2006. 18. Labbé M. Reprendre sa place. Contre l’architecture du mépris. Paris : Payot & Rivages ; 2019. 19. Lefebvre H. La Production de l’espace. Paris: Economica 1974. 20. Leach MA, Fairhead JR, Millimouno D, Diallo AA. New therapeutic landscapes in Africa: Parental categories and practices in seeking infant health in the Republic of Guinea. Social Science & Medicine. 2008; 66 (10):2157-67. 21. Fourchard L. Trier, exclure et policer. Vies urbaines en Afrique du Sud et au Nigeria. Paris : Presses de Sciences Po ; 2018. 22. Barry A. Version féminine du malaise juvénile dans les villes africaines. Réflexions cliniques et anthropologiques autour d’un nouveau « phénomène social ». Essaim. 2014 ; 2 (33) : 91-105. 23. Bonhomme J. Les voleurs de sexe. Anthropologie d’une rumeur africaine. Paris : Seuil ; 2009. 24. Bonhomme J. Les numéros de téléphone portable qui tuent. Épidémiologie culturelle d’une rumeur transnationale. Tracés. 2011 ; 21:125-50. 25. Denis E, Moriconi-Ebrard F. La croissance urbaine en Afrique de l’Ouest : De l’explosion à la prolifération. La Chronique du CEPED. 2009 ; 1-5. 26. Ashforth A. Madumo, a Man Bewitched. Chicago : University of Chicago Press; 2000. 27. Un important investissement est nécessaire pour éviter une crise dans le domaine de la santé mentale. Communiqué de presse. 14 mai 2020. [press release]. Geneva OMS2020. 28. Ehrenberg A. Bien-être, santé mentale, autonomie. In: Tantchou JC, Louveau F, Gruénais M-E, editors. Bien-être au Nord et au Sud : explorations. Louvain-La-Neuve : Academia; 2022.

